

# INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Juillet 1998

## FAITS SAILLANTS

-  **En juin, le nombre d'emplois a fléchi de 36 000, le premier repli important observé en un an et demi.**
-  **Néanmoins, le taux de chômage s'est maintenu à 8,4 %, son taux le plus bas depuis août 1990.**
-  **La production s'est repliée, en avril, notamment en raison du recul du secteur manufacturier et des services commerciaux.**
-  **La faiblesse de la demande en Asie ralentit la croissance des exportations, ce qui fait diminuer l'excédent commercial du Canada.**
-  **Le dollar canadien est tombé à un nouveau plancher record, dans la foulée de la crise financière en Asie et de la publication de piètres résultats au chapitre de l'emploi au pays.**

## Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis			
		le mois dernier	l'an dernier		
PIB réel (En \$ 1992, milliards)	711,8	-0,0	3,5	Avril	
Biens	239,0	-0,5	3,8	Avril	
Services	472,9	0,2	3,4	Avril	
Indice composite	205,8	0,5	6,1	Mai	
Emplois (En milliers)	14 286	-0,3	2,2	Juin	
Temps plein	11 579	-0,5	2,2	Juin	
Temps partiel	2 646	0,7	1,8	Juin	
Chômage* (En %)	8,4	8,4	9,1	Juin	
Jeunes*	15,9	15,7	17,4	Juin	
Adultes*	7,0	7,0	7,5	Juin	
Inflation mesurée par l'IPC*	1,1	0,8	1,5	Mai	
Ventes au détail (En M\$)	20,6	1,0	5,7	Avril	
Mises en chantier (En milliers)	132,7	-4,6	13,5	Juin	
Balance commerciale*					
(En milliards \$)	1,2	1,8	2,2	Avril	
Exportations	26,0	0,1	6,4	Avril	
Importations	24,8	2,6	11,7	Avril	
M&É	8,2	4,9	11,1	Avril	
Papier comm. à trois mois*					
(En %)	4,96	5,06	3,27	10 juill.	
Rendement des obligations à long terme* (En %)	5,45	5,66	6,73	10 juill.	
Dollar canadien* (En cents US)	67,63	68,13	72,44	10 juill.	
*Données en niveaux seulement - la variation en % n'est pas exprimée					

**Le rapport spécial du présent numéro :  
Tendances de l'investissement direct étranger dans les années  
90 - Coup d'oeil sur la situation du Canada**

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à [http://strategis.ic.gc.ca/sc\\_ecnmy/mera/frndoc/03.html](http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/03.html).



# INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

## Juillet 1998

### TABLE DES MATIÈRES

<b>L'économie</b>	<b>Page</b>
<i>PIB réel par industrie</i> .....	3
<i>Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs</i> .....	4
<i>Investissements des entreprises dans les usines et le matériel</i> .....	5
<i>Logement</i> .....	6
<i>Commerce et compétitivité</i> .....	7
<i>Comptes économiques provinciaux : Examen de la situation en 1997</i> .....	8
<b>Tendances du marché du travail</b>	
<i>Emploi et chômage</i> .....	9
<i>Aperçu de la situation de l'industrie</i> .....	10
<i>Aperçu de la situation des provinces</i> .....	11
<b>Prix et marchés financiers</b>	
<i>Prix à la consommation et prix des produits de base</i> .....	12
<i>Taux d'intérêt à court terme et à long terme</i> .....	13
<i>Taux de change et prix des actions</i> .....	14
<b>L'économie des États-Unis</b>	
<i>Tendances de l'économie américaine</i> .....	15
<b>LE RAPPORT SPÉCIAL DU PRÉSENT NUMÉRO :</b>	
<b>Tendances de l'investissement direct étranger dans les années 90 -</b>	
<b>Coup d'oeil sur la situation du Canada</b> .....	16
<b>À venir...</b>	
<i>Publication de données à surveiller/Événements prévus</i> .....	20

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 10 juillet 1998. Il a été préparé par Martine Lajoie, Raynald Létourneau, Joseph Macaluso, Stéfane Marion et Shane Williamson de la Direction de l'analyse micro-économique. Le rapport spécial a été rédigé par Ashfaq Ahmad, Jenness Gillard et Aaron Sydor de l'Analyse de l'investissement stratégique. Tous les renseignements ont été tirés de sources publiques, principalement Statistique Canada, la Banque du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Veuillez adresser vos commentaires à Shane Williamson au 613-954-3494 ou par Internet à [williamson.shane@ic.gc.ca](mailto:williamson.shane@ic.gc.ca)



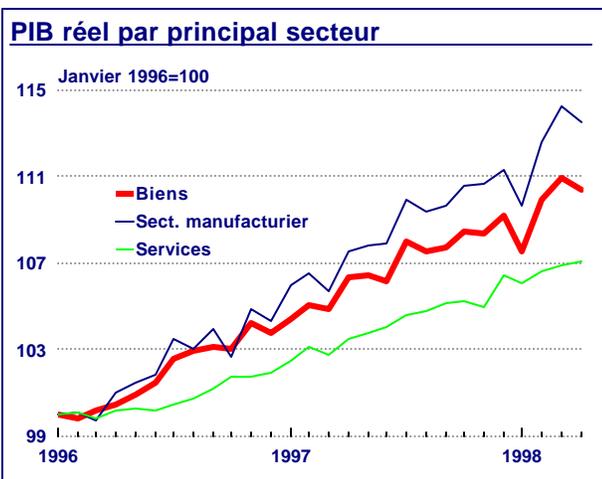
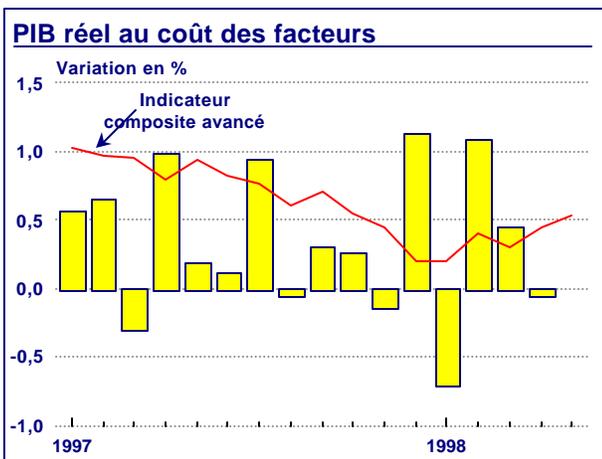
## PIB réel par industrie

### En avril, l'économie a marqué un temps d'arrêt...

- En avril, le PIB réel est demeuré pratiquement inchangé, après un solide redressement au cours des deux mois précédents par suite de la tempête de verglas de janvier.
- Malgré ce temps d'arrêt, en avril, la production s'est établie à un niveau supérieur de 2,5 % à la moyenne observée au premier trimestre (taux annuel). Et bien qu'il ne progresse pas aussi rapidement qu'au début de 1997, l'indicateur composite avancé a augmenté considérablement ces derniers mois, à la faveur de la croissance de ses composantes des marchés financiers.

### ...la production dans le secteur manufacturier s'étant repliée de façon marquée

- Dans le secteur des biens, la production a régressé de 0,5 % en avril, le recul étant concentré dans le secteur manufacturier. Les pénuries de pièces d'automobiles et les fermetures d'usines attribuables aux stocks excédentaires de certains modèles ont contribué à l'important repli de la production. Cette dernière a aussi fléchi dans le secteur des mines - le troisième recul en quatre mois - et le secteur de l'abattage du bois et de la foresterie, deux secteurs particulièrement sensibles à la diminution de la demande dans la région Asie-Pacifique.
- La production a crû de 0,2 %, dans le secteur des services. Elle a augmenté sensiblement dans les secteurs des finances, de l'assurance et de l'immobilier et du commerce de détail, mais elle a fléchi dans le secteur des services commerciaux - la première baisse observée en deux ans.



### PIB réel au coût des facteurs (En \$ 1992)

Avril 1998	Niveau	Variation en %		
		Variation de 3 mois mensuelle	l'an dernier	
<b>Ensemble de l'économie</b>	711 847	-329	-0,0	3,5
<b>Secteur des entreprises</b>	585 665	-553	-0,1	4,3
<b>Biens</b>	238 974	-1 119	-0,5	3,8
Agriculture	12 530	18	0,1	1,1
Pêche et piégeage	978	46	4,9	12,2
Abattage du bois et foresterie	3 951	-174	-4,2	-1,7
Exploitation minière*	28 903	-116	-0,4	3,0
Sect. manufacturier	127 595	-875	-0,7	5,6
Construction	41 255	-17	-0,0	5,9
Autres services publics	23 762	-1	-0,0	-5,1
<b>Services</b>	472 873	790	0,2	3,4
Transport et entreposage	29 996	-198	-0,7	1,6
Communications	26 364	227	0,9	6,5
Commerce de gros	42 204	55	0,1	7,4
Commerce de détail	42 734	399	0,9	6,5
FAI**	112 536	438	0,4	2,4
Services commerciaux	41 269	-273	-0,7	8,4
Services gouvernementaux	40 539	103	0,3	-0,4
Enseignement	40 515	96	0,2	0,1
Soins de santé et services sociaux	49 012	-42	-0,1	1,3
Logement et alimentation	19 183	68	0,4	5,4
Autres	28 521	-83	-0,3	2,5

\*Comprend l'exploitation des carrières, le pétrole brut et le gaz naturel

\*\*Finances, assurance et immobilier



## Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs

### Les dépenses de consommation ont crû à un rythme soutenable au premier trimestre...

- Les dépenses de consommation (biens et services) ont augmenté de 2,6 % (taux annuel) au premier trimestre, dans la foulée d'une hausse similaire au quatrième trimestre.
- Cette augmentation a été alimentée par une progression des achats de biens semi-durables et de services. Les dépenses en biens durables ont fléchi de façon marquée, les ventes d'automobiles se repliant par rapport au niveau très élevé observé au quatrième trimestre de 1997 (attribuable aux généreux encouragements accordés par les concessionnaires).

...et les perspectives pour les périodes subséquentes sont essentiellement bonnes

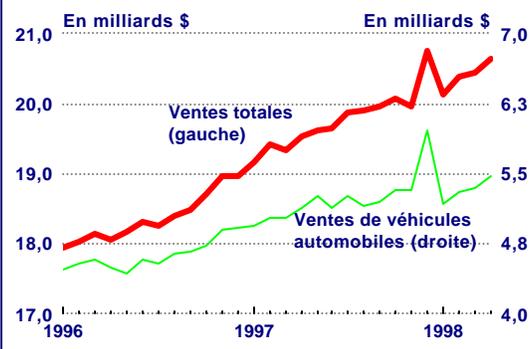
- La situation financière des ménages s'est améliorée au premier trimestre, le revenu des particuliers croissant à un rythme jamais vu depuis le début des années 90. Le taux d'épargne a augmenté pour atteindre 1,2 %, après deux ans de fléchissement régulier, et l'endettement des consommateurs en proportion du revenu a baissé par rapport au sommet observé au quatrième trimestre de 1997.
- Les perspectives de dépenses pour le deuxième trimestre sont essentiellement bonnes. À la faveur de l'augmentation marquée des revenus, la confiance des consommateurs est demeurée à un niveau élevé. En avril, les ventes au détail ont augmenté, surtout en raison d'une progression notable des ventes de véhicules automobiles.
- Même si les conditions du marché du travail se sont grandement améliorées, les pertes d'emplois enregistrées en mai et en juin pourraient toucher la confiance des consommateurs dans les mois à venir.

### Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

	En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)		1997 T4	1998 T1
	1996	1997		
<b>Consommation réelle (En \$ 1992)</b>	451 682	470 177	476 624	479 688
Variation en %	2,4	4,1	2,7	2,6
<b>Biens durables</b>	54 465	61 020	64 500	62 948
Variation en %	3,7	12,0	21,5	-9,3
<b>Biens semi-durables</b>	42 816	44 606	45 220	46 416
Variation en %	0,6	4,2	0,8	11,0
<b>Biens non durables</b>	116 773	117 922	117 608	118 052
Variation en %	2,1	1,0	-3,6	1,5
<b>Services</b>	237 628	246 629	249 296	252 272
Variation en %	2,5	3,8	1,7	4,9
<b>Revenu disponible</b>	518 167	523 010	524 576	533 816
Variation en %	1,4	0,9	1,9	7,2
<b>Taux d'épargne (En %)</b>	5,8	1,7	0,1	1,2
<b>Ratio d'endettement (En %)</b>	94,2	98,4	100,1	99,6
<b>Attitudes des consommateurs*</b>	101,2	115,0	116,7	118,5

\*Conference Board du Canada

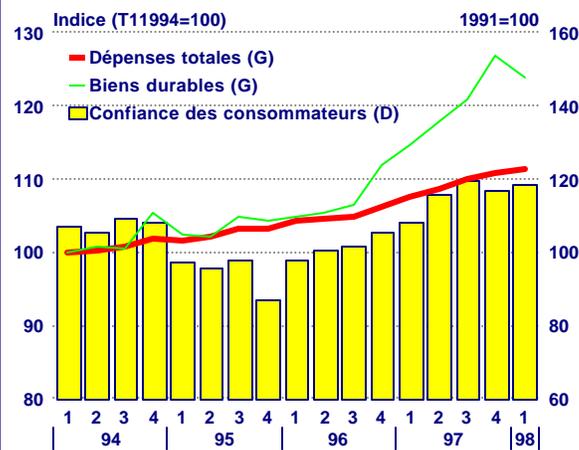
### Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



### Ventes au détail et crédit à la consommation

	En milliards \$	Variation en %	
		de 6 mois	l'an dernier
<b>Avril 1998</b>			
<b>Total - Ventes au détail</b>	20 640	1,0	5,7
Alimentation	4 793	0,6	4,3
Pharmacies	1 076	0,7	5,6
Vêtements	1 166	-0,5	6,1
Meubles	1 012	-0,7	6,3
Automobiles	8 004	2,3	4,7
Magasins de march. diverses	2 356	0,7	10,0
Tous les autres magasins	2 234	-1,1	7,8
Total excluant véhicules automobiles	15 155	0,4	5,4
<b>Crédit à la consommation</b>	49 554	1,0	9,4

### Dépenses de consommation réelles et confiance des consommateurs





## Investissements des entreprises dans les usines et le matériel

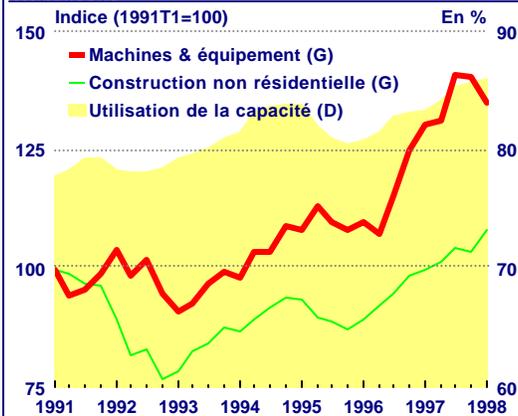
### Les investissements ont fléchi au premier trimestre...

- Les investissements des entreprises dans les machines et l'équipement (M&É) ont diminué de façon marquée au premier trimestre, en raison de la baisse des dépenses en machines industrielles, en véhicules automobiles et en machines agricoles.
- Cette diminution des investissements dans les M&É a été contrebalancée en partie par une vigoureuse augmentation de l'investissement dans la construction non résidentielle, alimentée par les solides gains enregistrés par les composantes construction et génie.

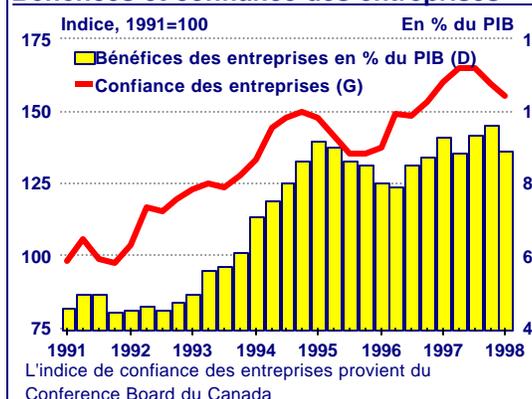
### ...de même que la confiance et les bénéfices des entreprises

- Au premier trimestre de 1998, la confiance des entreprises a fléchi pour une troisième période consécutive, dans la foulée du repli des prix des produits de base, de la crise asiatique et des craintes d'une majoration des taux d'intérêt.
- Les bénéfices d'exploitation des entreprises ont diminué pour la première fois en deux ans, en raison surtout d'une baisse des revenus dans le secteur pétrolier et du repli des bénéfices des sociétés d'assurances multirisques (par suite de la tempête de verglas de janvier).
- Néanmoins, les indicateurs avancés des investissements des entreprises au deuxième trimestre sont positifs. En avril, les importations de M&É ont rebondi, pendant que la construction non résidentielle s'est établie à un niveau supérieur de 2,7 % à la moyenne observée au premier trimestre (taux annuel).

### Investissements dans les usines et le matériel



### Bénéfices et confiance des entreprises



### Investissements et situation financière des entreprises

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)

	1996	1997	1997 T1	1997 T2	1997 T3	1997 T4
<b>INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES</b>						
<b>Machines &amp; équipement (En \$ 1992)</b>	44 310	52 586	50 876	54 568	54 396	52 368
Variation en %	4,2	18,7	3,0	32,3	-1,3	-14,1
<b>Construction non résidentielle (En \$ 1992)</b>	33 581	36 637	36 396	37 332	37 036	38 720
Variation en %	4,3	9,1	7,0	10,7	-3,1	19,5
<b>Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)</b>	82,1	84,6	84,1	85,3	85,7	86,0
Utilisation de la capacité (secteur manuf.)	82,5	84,8	84,1	85,5	86,0	86,7
<b>SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES</b>						
<b>Bénéfices d'exploitation des entreprises</b>	96 067	110 682	107 420	112 732	116 020	109 104
Variation en %	-1,1	15,2	3,3	21,3	12,2	-21,8
Bénéfices - Industries non financières	71 871	82 218	81 844	82 656	84 760	81 688
Variation en %	-6,7	14,4	11,7	4,0	10,6	-13,7
Bénéfices - Industries financières	24 194	28 462	25 576	30 072	31 260	27 416
Variation en %	20,5	17,6	-18,8	91,1	16,8	-40,8
<b>Crédit aux entreprises total</b>	570 611	620 736	611 256	627 690	647 392	660 959
Variation en %	5,0	8,8	10,2	11,2	13,2	8,6
<b>Indice de la confiance des entreprises*</b>	147,0	162,3	165,0	164,9	159,2	155,0

\*Conference Board du Canada



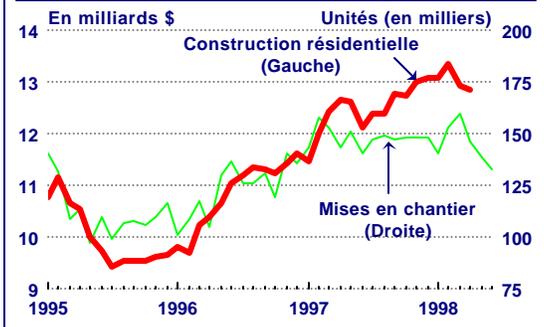
### Dans le secteur du logement, les dépenses ont diminué au premier trimestre...

- Les investissements résidentiels dans le secteur des entreprises ont fléchi de 0,9 % (taux annuel) au premier trimestre. L'augmentation du nombre de logements neufs et des travaux de réparation et d'amélioration a été contrebalancée par une baisse importante des frais de transfert de propriété (commissions immobilières).
- Même si le rythme d'activité du secteur du logement n'est plus aussi rapide que celui que l'on a observé en 1996 et au début de 1997, les investissements résidentiels, au premier trimestre, étaient néanmoins supérieurs de 4,2 % au niveau enregistré l'an dernier.

### ...et on prévoit que cette atonie de l'activité va se poursuivre au deuxième trimestre

- Au deuxième trimestre de 1998, les mises en chantier ont fléchi, les conflits de travail observés en Ontario ayant ralenti la construction dans cette province -- qui normalement intervient pour plus d'un tiers des mises en chantier totales.
- La valeur des permis de construction résidentielle a diminué pour un deuxième mois consécutif, en mai, en raison d'une baisse des intentions de construction de maisons unifamiliales.
- L'atonie de l'activité dans le secteur du logement s'est aussi reflétée dans les données du PIB pour avril, qui montrent que la construction dans le secteur résidentiel s'est repliée de 0,6 % durant le mois.

### Activité dans le secteur du logement



### Indicateurs mensuels de l'activité

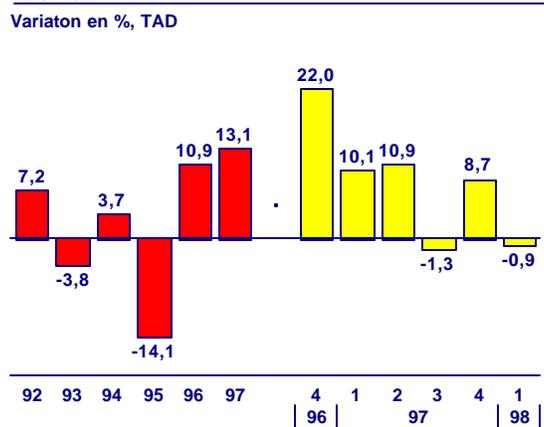
Indicateur	Niveaux	Variation depuis l'an dernier
<b>Construction résidentielle (1)</b> (En \$ 1992, en M; base du coût des facteurs)	12 853	-0,6% 1,3%
<b>Permis de construction, en M\$ (2)</b>	1 418	-8,6% -7,0%
<b>Ventes de logements existants (2)</b>	23 343	1 100
<b>Mises en chantier, nombre d'unités (3)</b>	132 700	-6 400 15 800
Terre-Neuve	700	-200 -300
Île-du-Prince-Édouard	400	100 0
Nouvelle-Écosse	2 100	1 300 -100
Nouveau-Brunswick	1 800	100 -100
Québec	17 000	-1 100 -2 300
Ontario	46 100	-4 500 2 500
Manitoba	2 400	-600 1 000
Saskatchewan	1 900	-400 200
Alberta	18 800	-4 600 2 400
Colombie-Britannique	21 000	3 500 -8 000

1 - Données d'avril 2 - données de mai 3- données de juin  
Source : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immeuble

### Investissements réels dans les structures résidentielles

	1996	1997	1997 T4	1998 T1
<b>Construction résidentielle</b>	38 056	43 038	43 928	43 856
Variation en %	10,8	13,1	8,9	-0,7
<b>Construction par secteur</b>	37 928	42 912	43 796	43 696
Variation en %	10,9	13,1	8,7	-0,9
<b>Logements neufs</b>	18 536	21 967	22 896	23 104
Variation en %	8,5	18,5	17,2	3,7
<b>Travaux de réparation et d'amélioration</b>	12 126	13 471	13 844	14 176
Variation en %	7,4	11,1	8,9	9,9
<b>Frais de propriété et de transfert</b>	7 394	7 600	7 188	6 576
Variation en %	23,6	2,8	-13,2	-29,9

### Croissance de la construction résidentielle réelle





## Commerce et compétitivité

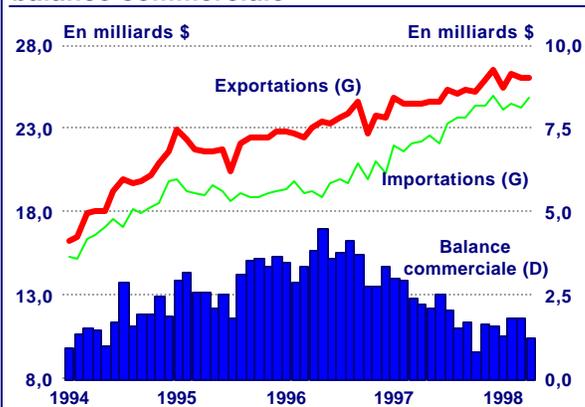
### L'excédent commercial s'amenuise...

- En avril, l'excédent commercial s'est chiffré à 1,2 milliard de dollars, en baisse de 600 millions par rapport au mois précédent.
- Les exportations n'ont augmenté que de 0,1 %, en raison du repli des prix des produits de base, de l'anémie de la demande en Asie et des retards dans les exportations de voitures expédiées par chemin de fer.
- Les importations ont crû de 2,6 %, en avril, à la faveur d'un bond des achats de M&É (aéronefs et pièces, matériel de chemin de fer, entre autres). Les importations d'acier à faible prix en provenance d'Asie ont aussi augmenté vigoureusement au cours du mois.

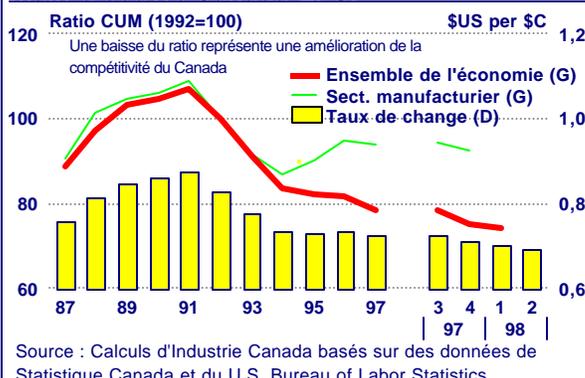
### ...même si notre position concurrentielle vis-à-vis les États-Unis s'améliore

- Au premier trimestre, les coûts unitaires de main-d'oeuvre observés au Canada se sont améliorés de 4,5 % par rapport à ceux enregistrés aux États-Unis.
- Même si la faiblesse du dollar est un facteur important expliquant les gains de compétitivité récents, il n'en demeure pas moins que les producteurs canadiens sont parvenus à mieux maîtriser les coûts. La persistance de la faiblesse du dollar canadien pourrait aider les producteurs canadiens à réaliser d'autres gains de compétitivité.

### Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



### Ratio des coûts unitaires de main-d'oeuvre Canada-É.-U.



### Commerce de marchandises

Avril 1998	Niveaux (En millions \$)		Cumulatif à ce jour (En millions \$)		Variation Mars à avril 1998	Variation en %	
	Mars 1998	Avril 1998	Janv.-avril 1997	Janv.-avril 1998		Mars à avril 1998	Mars à avril 1998
<b>Exportations</b>	<b>26 023</b>	<b>26 045</b>	<b>98 431</b>	<b>103 782</b>	<b>22</b>	<b>0,1</b>	<b>6,4</b>
vers les États-Unis	21 530	21 853	78 783	85 861	323	1,5	11,3
<b>Importations</b>	<b>24 216</b>	<b>24 843</b>	<b>87 935</b>	<b>97 721</b>	<b>627</b>	<b>2,6</b>	<b>11,7</b>
en provenance des États-Unis	18 557	18 916	66 648	75 018	359	1,9	12,8
<b>Balance commerciale</b>	<b>1 807</b>	<b>1 202</b>	<b>10 496</b>	<b>6 061</b>	<b>-605</b>		
avec les États-Unis	2 973	2 937	12 135	10 843	-36		
<b>Exportations par produit</b>							
Produits agricoles/pêche	2 050	2 077	7 916	8 394	27	1,3	1,6
Produits énergétiques	1 799	1 791	9 221	7 398	-8	-0,4	-11,4
Produits de la forêt	2 924	2 870	11 692	11 674	-54	-1,9	-1,4
Biens et matériaux industriels	4 795	4 667	18 195	18 989	-128	-2,7	1,1
Machines et équipement	6 268	6 478	21 615	24 948	210	3,4	17,0
Produits automobiles	6 330	6 291	23 101	24 993	-39	-0,6	11,5
Autres biens de consommation	965	1 000	3 367	3 847	35	3,6	16,7
<b>Importations par produit</b>							
Produits agricoles/pêche	1 373	1 412	4 977	5 534	39	2,9	12,0
Produits énergétiques	737	728	3 701	3 097	-9	-1,2	-16,5
Produits de la forêt	198	197	768	796	-1	-0,8	-2,0
Biens et matériaux industriels	4 828	5 028	17 336	19 592	200	4,1	15,3
Machines et équipement	7 834	8 217	28 657	32 133	383	4,9	11,1
Produits automobiles	5 577	5 523	18 955	21 870	-54	-1,0	16,0
Autres biens de consommation	2 688	2 714	9 323	10 717	26	1,0	13,8

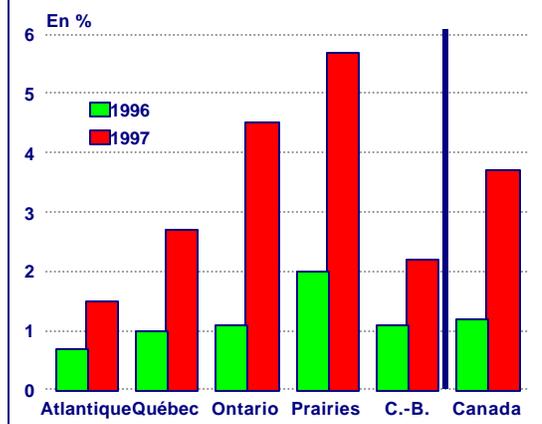


## Comptes économiques provinciaux : Examen de la situation en 1997

### Toutes les régions ont profité de l'importante intensification de l'activité économique au Canada, bien qu'à des degrés divers

- La croissance a été plus prononcée dans les Prairies et en Ontario. La Saskatchewan et l'Alberta ont connu une année record, à la faveur de la vigueur du secteur énergétique. Pour sa part, le Manitoba a affiché une autre solide performance, en 1997.
- En Ontario, la croissance s'est accélérée pour atteindre 4,5 % en 1997. La vigueur de l'économie a été généralisée, les secteurs de l'automobile et de fabrication de pointe contribuant le plus à la progression
- L'économie du Québec a aussi connu une hausse de régime en 1997, mais sa croissance est demeurée inférieure à la moyenne nationale en raison d'une augmentation plus lente de la demande intérieure finale. Par secteur, la solide tenue du secteur des technologies de pointe a été contrebalancée en partie par le fléchissement de la production dans les secteurs public et primaire.
- De même, la Colombie-Britannique (+2,2 %) a affiché pour une troisième année consécutive une croissance inférieure à la moyenne nationale. La production de biens a diminué au cours de l'année, notamment dans les industries de l'abattage du bois et les industries connexes.
- En 1997, l'économie de la Nouvelle-Écosse a crû de 1,8 %, surtout à la faveur de l'activité dans le secteur privé. Pour sa part, l'économie de Terre-Neuve a profité du début de la production de pétrole à Hibernia, d'une reprise de la production de minerai de fer après une grève, d'une intensification de l'activité dans le secteur du tourisme et d'une augmentation des débarquements de poissons.
- À l'Î.-P.-É., l'accroissement de l'activité dans les industries de transformation des aliments et des télécommunications a plus que contrebalancé le repli marqué de la construction non résidentielle après l'achèvement du pont de la Confédération. La croissance au Nouveau-Brunswick s'est chiffrée à 1,1 % en 1997 et a été surtout le fait des services commerciaux, des télécommunications et du commerce de gros.

PIB réel par province



### Taux de croissance annuel du PIB provincial aux prix du marché (En \$ 1992)

Pour cent	1993	1994	1995	1996	1997
Terre-Neuve	1,5	3,8	1,3	-1,6	1,4
Île-du-Prince-Édouard	2,1	5,3	5,2	3,9	1,2
Nouvelle-Écosse	0,7	0,6	1,8	0,6	1,8
Nouveau-Brunswick	3,3	2,0	1,9	1,7	1,1
Québec	2,7	2,8	1,2	1,0	2,7
Ontario	1,1	4,7	3,3	1,1	4,5
Manitoba	0,5	3,9	1,8	2,3	3,4
Saskatchewan	6,1	5,3	0,8	3,5	5,2
Alberta	6,7	4,2	1,4	1,4	6,5
Colombie-Britannique	3,6	3,9	1,2	1,1	2,2
<b>Canada</b>	<b>2,5</b>	<b>3,9</b>	<b>2,2</b>	<b>1,2</b>	<b>3,7</b>



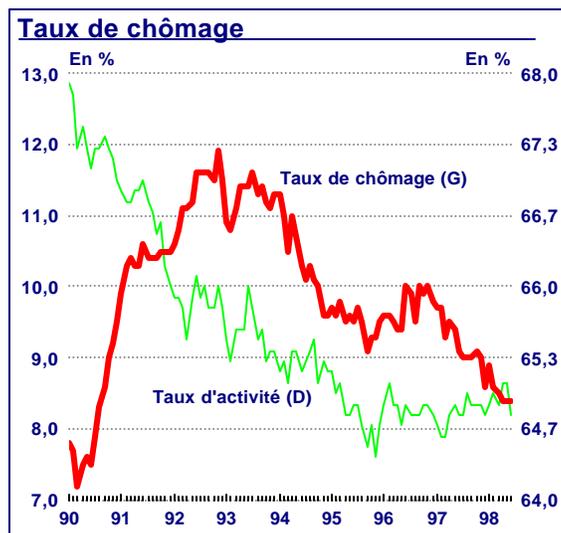
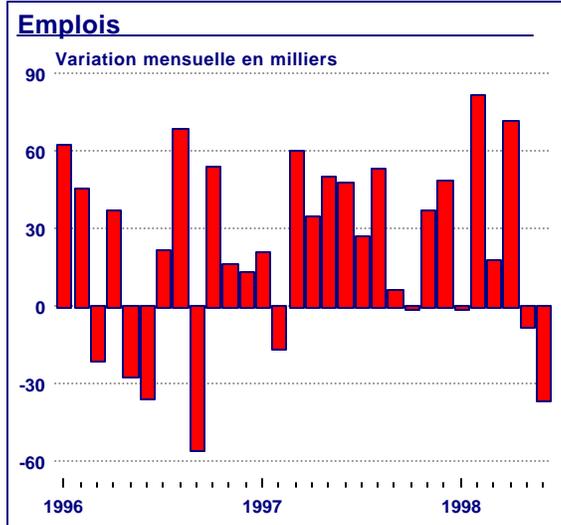
## Emploi et chômage

### En juin, le nombre d'emplois a fléchi de 36 000...

- En juin, le nombre d'emplois a fléchi de 36 000, le premier repli important observé en un an et demi. Ce recul faisait suite à une diminution plus modeste (-7 000) en mai.
- Le nombre de postes à temps plein a baissé de 54 000, en juin, mais cette baisse a été contrebalancée en partie par la création de 18 000 emplois à temps partiel. Même s'ils ont diminué en juin, les emplois à temps plein interviennent encore pour 95 % de la croissance totale nette de l'emploi depuis le début de 1997.
- Par principal groupe démographique, les pertes d'emplois les plus importantes observées en juin ont été subies par les jeunes (-30 000). Le nombre d'emplois chez les adultes a aussi diminué, toutefois.

### ... mais le taux de chômage demeure stable à 8,4 %

- Les pertes d'emplois observées en juin ont été contrebalancées par un recul encore plus marqué de la population active, ce qui fait que le taux de chômage est demeuré inchangé à 8,4 % (il se maintient depuis avril à son niveau le plus bas depuis août 1990).
- Le taux de chômage chez les adultes est demeuré à 7,0 %, mais le taux de chômage chez les jeunes a augmenté de 0,2 point de base pour s'établir à 15,9 %.
- Malgré une vigoureuse croissance de l'emploi au cours des douze derniers mois, le taux d'activité de la population active (64,8 %) est le même que celui observé il y a un an.



### Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Juin 1997	Mai 1998	Juin 1998	le mois dernier	l'an dernier	cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
<b>Emplois</b>	13 942,3	14 278,9	14 243,0	-35,9	300,7	128,2	-0,3	2,2
<b>Temps plein</b>	11 324,6	11 632,9	11 578,7	-54,2	254,1	77,1	-0,5	2,2
<b>Temps partiel</b>	2 617,7	2 645,9	2 664,3	18,4	46,6	51,1	0,7	1,8
<b>Jeunes 15-24</b>	2 013,0	2 081,5	2 052,0	-29,5	39,0	12,8	-1,4	1,9
<b>Adultes 25+</b>	11 929,4	12 197,4	12 191,0	-6,4	261,6	115,4	-0,1	2,2
<b>Travailleurs indépendants</b>	2 514,6	2 490,9	2 477,7	-13,2	-36,9	1,7	-0,5	-1,5
<b>Chômage</b>	1 395,4	1 307,0	1 301,9	-5,1	-93,5	-19,4	-0,4	-6,7
<b>Taux de chômage</b>	9,1	8,4	8,4	0,0	-0,7	-0,2		
<b>Jeunes 15-24</b>	17,4	15,7	15,9	0,2	-1,5	0,1		
<b>Adultes 25+</b>	7,5	7,0	7,0	0,0	-0,5	-0,2		
<b>Population active</b>	15 337,8	15 585,9	15 544,8	-41,1	207,0	108,7	-0,3	1,3
<b>Taux d'activité</b>	64,8	65,1	64,8	-0,3	0,0	0,0		
<b>Taux d'emploi</b>	58,9	59,6	59,4	-0,2	0,5	0,2		



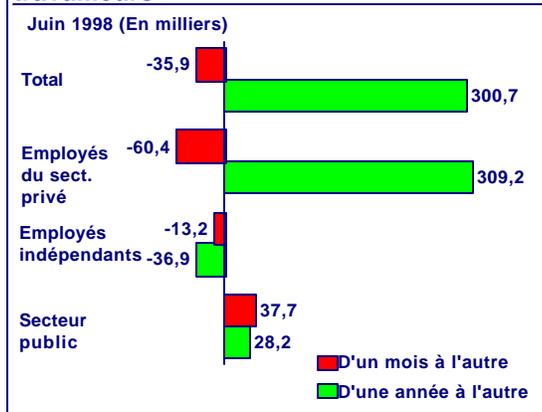
## Aperçu de la situation de l'industrie

### Les pertes d'emplois sont attribuables aux secteurs de l'agriculture et des services commerciaux et personnels...

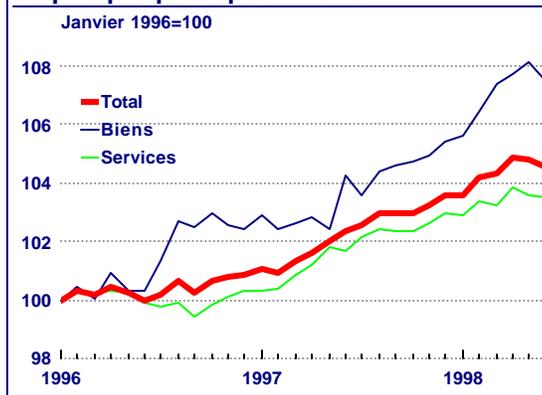
- En juin, le nombre d'emplois dans le secteur de l'agriculture a diminué de 23 000. Toutefois, l'essentiel de ce repli pourrait refléter les ajustements effectués par Statistique Canada pour désaisonnaliser les données -- le temps chaud observé en avril et en mai a eu pour effet de déplacer des possibilités d'emploi qui se présentent habituellement en juin dans ce secteur.
- Le nombre d'emplois dans les services commerciaux et personnels a aussi fléchi, mais il a progressé de façon marquée d'une année à l'autre.
- Un gain notable a été affiché par les services d'enseignement. Le secteur manufacturier a enregistré une modeste hausse de l'emploi, en dépit de l'incidence des mises à pied temporaires dans certaines usines d'assemblage d'automobiles en raison d'une importante grève des États-Unis.
- En juin, le nombre d'emplois a augmenté de 38 000 dans le secteur public, soit la première hausse importante cette année. Les gains ont surtout été le fait des services communautaires, particulièrement en Colombie-Britannique.
- Le nombre d'employés rémunérés dans le secteur privé a fléchi de 60 000 au cours du mois, mais ce fléchissement n'a contrebalancé qu'en partie les progressions marquées observées au début de l'année.

...mais le nombre d'emplois dans le secteur public a augmenté

### Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs



### Emploi par principal secteur



### Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation			Variation en % depuis	
	Juin 1997	Mai 1998	Juin 1998	le mois dernier	depuis le mois dernier	cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
<b>Total</b>	13 942,3	14 278,9	14 243,0	-35,9	300,7	128,2	-0,3	2,2
<b>Biens</b>	3 785,5	3 925,7	3 901,6	-24,1	116,1	72,4	-0,6	3,1
Agriculture	422,3	452,3	429,6	-22,7	7,3	14,8	-5,0	1,7
Expl. minière et puits de pétrole	176,1	174,3	172,4	-1,9	-3,7	-8,8	-1,1	-2,1
Autres ind. primaires	114,3	118,6	119,1	0,5	4,8	7,6	0,4	4,2
Services publics	137,3	141,6	139,1	-2,5	1,8	-3,4	-1,8	1,3
Manufacturier	2 184,8	2 291,9	2 299,1	7,2	114,3	68,5	0,3	5,2
Construction	750,6	747,0	742,4	-4,6	-8,2	-6,1	-0,6	-1,1
<b>Services</b>	10 156,9	10 353,1	10 341,3	-11,8	184,4	55,7	-0,1	1,8
TEC*	895,0	925,4	923,6	-1,8	28,6	0,9	-0,2	3,2
Commerce de gros	656,5	677,4	675,5	-1,9	19,0	8,5	-0,3	2,9
Commerce de détail	1 723,2	1 720,9	1 713,4	-7,5	-9,8	-11,8	-0,4	-0,6
FAI*	785,1	770,3	763,1	-7,2	-22,0	-43,4	-0,9	-2,8
Éducation	960,2	937,4	965,4	28,0	5,2	-2,0	3,0	0,5
Soins de santé et services sociaux	1 421,7	1 451,7	1 461,3	9,6	39,6	11,5	0,7	2,8
Services comm. et pers.	2 917,0	3 057,9	3 036,0	-21,9	119,0	70,9	-0,7	4,1
Administration publique	798,1	812,0	803,2	-8,8	5,1	21,4	-1,1	0,6

\*TEC : Transport, entreposage et communications; FAI : Finances, assurance et immobilier

# TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

## Aperçu de la situation des provinces



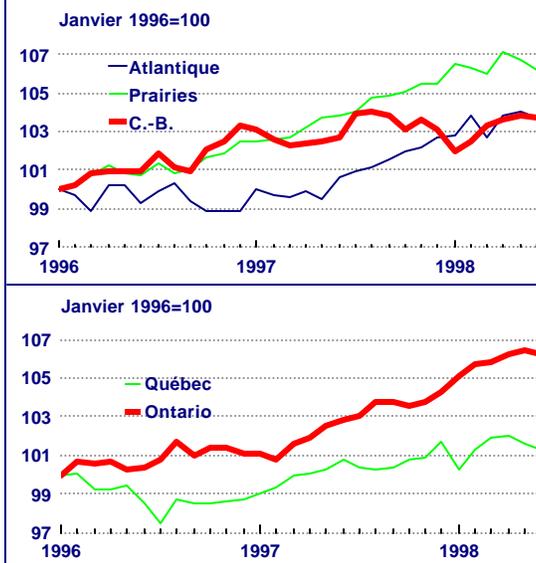
### En juin, l'emploi a fléchi dans la plupart des provinces...

- En juin, les pertes au chapitre de l'emploi ont été généralisées, seules Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard ont affiché des gains.
- Les baisses les plus importantes ont été observées en Ontario, au Québec et en Alberta. Toutefois, le niveau actuel d'emploi en Ontario et en Alberta est supérieur de plus de 3 % à son niveau d'il y a un an.
- D'une année à l'autre, l'emploi est en hausse dans chacune des provinces, sauf en Saskatchewan.

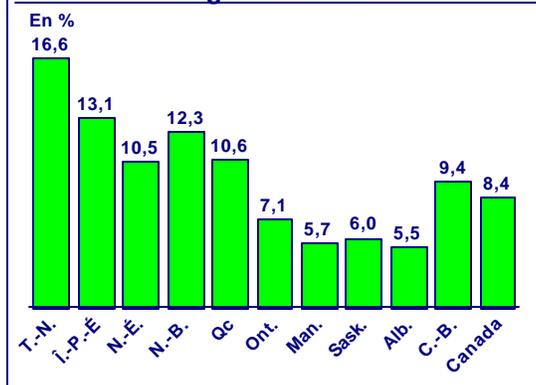
### ...et la Saskatchewan et le Manitoba ont enregistré les plus importantes hausses du taux de chômage

- En juin, les augmentations les plus marquées du taux de chômage ont été observées en Saskatchewan (+0,6 point de pourcentage à 6,0 %) et au Manitoba (+0,4 à 5,7 %).
- Le taux de chômage a diminué de façon notable à l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick, mais il n'a guère changé dans la plupart des autres provinces.
- Comparativement à juin 1997, seul le taux de chômage de la Colombie-Britannique est plus élevé (+0,8 point à 9,4 %), la hausse de la population active ayant été plus rapide que l'augmentation de l'emploi (ratio 2:1).

### Évolution de l'emploi dans les régions



### Taux de chômage -- Juin 1998



### Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Emplois (En milliers)				Taux de chômage			
	Niveaux Juin 1998	Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux	Variation depuis le mois dernier	
		(En milliers)	En %	(En milliers)	En %		l'an dernier	
Canada	14 243,0	-35,9	-0,3	300,7	2,2	8,4	0,0	-0,7
Terre-Neuve	202,4	2,9	1,5	12,8	6,8	16,6	-0,2	-2,2
Î.-P.-É.	62,1	0,1	0,2	1,7	2,8	13,1	-0,4	-1,6
Nouvelle-Écosse	403,2	-4,5	-1,1	12,2	3,1	10,5	0,1	-1,6
Nouveau-Brunswick	320,1	-1,0	-0,3	3,0	0,9	12,3	-0,4	-0,6
Québec	3 291,7	-8,0	-0,2	16,8	0,5	10,6	0,1	-0,5
Ontario	5 593,2	-14,3	-0,3	177,6	3,3	7,1	0,0	-1,4
Manitoba	539,7	-3,4	-0,6	2,3	0,4	5,7	0,4	-1,1
Saskatchewan	474,7	-1,9	-0,4	-0,7	-0,1	6,0	0,6	0,0
Alberta	1 506,7	-5,2	-0,3	56,2	3,9	5,5	-0,2	-0,2
C.-B.	1 849,2	-0,6	-0,0	18,8	1,0	9,4	-0,3	0,8



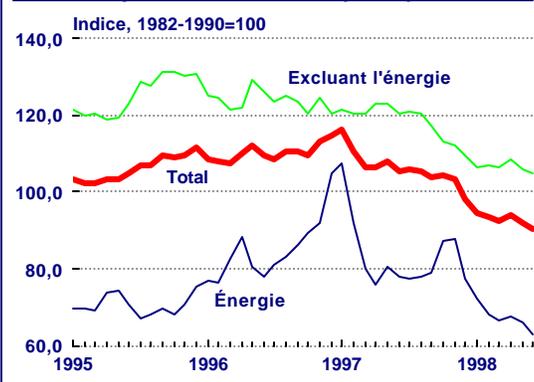
### En mai, l'inflation s'est chiffrée à 1,1 %...

- Le taux annuel d'inflation mesuré par l'IPC s'est établi à 1,1 %, en mai, en hausse par rapport à 0,8 % le mois précédent.
- D'une année à l'autre, les prix du transport ont fléchi (principalement en raison de la baisse des prix de l'essence). Les prix des vêtements sont demeurés stables, mais les prix des autres principaux groupes ont crû.
- L'inflation «de base», qui exclut les impôts indirects et les composantes instables «alimentation» et «énergie», a crû pour s'établir à 1,2 %, en mai. Elle demeure donc près de la limite inférieure de la fourchette cible officielle (1 à 3%), établie par la Banque du Canada et le ministère des Finances.
- Les pressions inflationnistes sous-jacentes demeurent contenues. En particulier, les prix des produits de base ont fléchi de 14 % en moyenne en mai comparativement à il y a un an.

### ...les taux les plus faibles ont été observés à l'Î.-P.-É., en C.-B. et à Terre-Neuve

- En mai, les prix ont fléchi de 0,8 % à l'Île-du-Prince-Édouard comparativement à l'an dernier. La Colombie-Britannique et Terre-Neuve ont aussi affiché un très faible taux d'inflation.
- L'inflation a été la plus élevée en Saskatchewan (+1,7 %) et au Québec (+1,6 %).

### Prix des produits de base (\$ US)

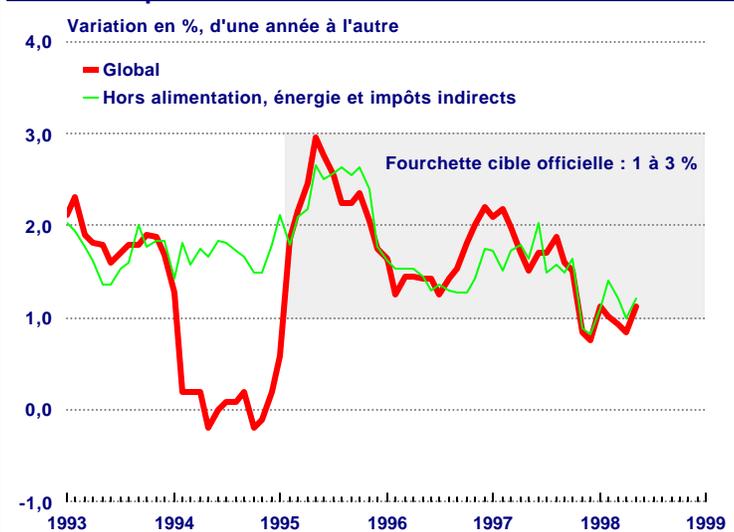


### Prix à la consommation

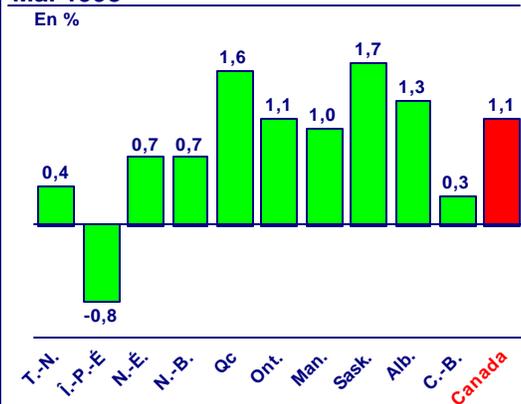
Mai 1998

	Variation en %		
	Indice le mois dernier (1992=100)	le mois dernier	l'an dernier
<b>IPC global</b>	108,7	0,4	1,1
Alimentation	109,4	0,5	1,8
Logement	103,5	0,0	0,3
Fonctionnement des ménages	108,4	0,0	1,7
Vêtements et chaussures	103,1	-0,7	0,0
Transport	120,7	0,4	-0,3
Soins de santé et personnels	108,2	0,5	2,1
Loisirs, enseignement et lecture	118,3	1,6	3,1
Alcool et tabac	92,6	0,4	3,7
<b>IPC hors alimentation et énergie</b>	108,9	0,2	1,4
Énergie	105,2	1,4	-2,5
<b>Prix des produits de base (juin 1998)</b>			
Indice, 1982-1990=100	90,2	-2,1	-14,4
Excluant l'énergie	104,7	-1,0	-12,9
Énergie	63,0	-5,1	-19,0

### Indice des prix à la consommation



### Inflation mesurée par l'IPC, par province - Mai 1998





### Les obligations canadiennes à 30 ans ont vu leur rendement tomber à un niveau plancher record...

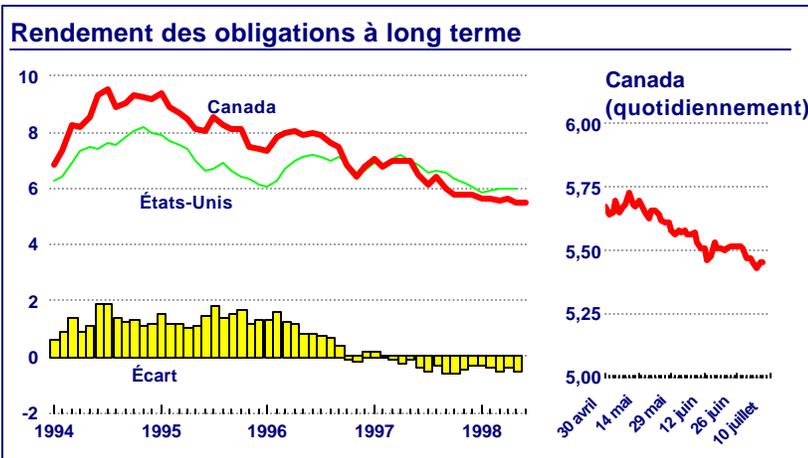
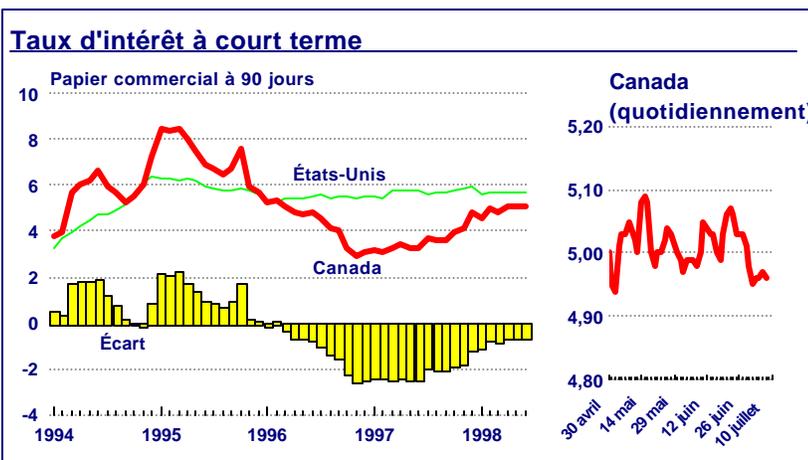
- La résurgence de l'agitation sur les marchés financiers dans la région Asie-Pacifique a fait augmenter la demande pour la relative sécurité des titres nord-américains garantis par les gouvernements. Cette demande accrue a entraîné une baisse régulière des rendements des obligations des deux côtés de la frontière ces derniers mois.

- Par exemple, le rendement des obligations à 30 ans du gouvernement du Canada est tombé à 5,43 % le 7 juillet, soit le taux plus bas enregistré depuis le lancement de ces obligations au début des années 90.

### ...alors que les taux à court terme ont diminué légèrement

- Après avoir subi de modestes pressions à la hausse à la fin de juin, les taux à court terme du marché monétaire ont fléchi légèrement au cours des deux premières semaines de juillet dans la foulée des indications selon lesquelles la croissance économique aux États-Unis et au Canada allait ralentir pour s'établir à un rythme non inflationniste soutenable.

- Le 30 janvier, c'est la dernière fois que la Banque du Canada a relevé son taux directeur. Le taux préférentiel des banques à charte n'a pas été majoré non plus au cours de cette période.



#### Principaux taux du marché monétaire

(Fin de période)	Papier commercial à 90 jours	Écart vis-à-vis les É.-U.	Rendement des obligations à long terme	Écart vis-à-vis les É.-U.
1996	3,13	-2,42	7,09	0,51
1997	4,80	-1,17	5,95	0,03
1998 Janv.	4,56	-1,05	5,81	-0,13
Févr.	4,96	-0,69	5,78	-0,14
Mars	4,84	-0,80	5,70	-0,23
Avr.	5,04	-0,63	5,76	-0,31
Mai	5,04	-0,61	5,61	-0,22
Juin	5,06	-0,60	5,52	-0,13
8 juillet	4,97	-0,68	5,45	-0,17

Un écart négatif indique que les taux canadiens sont inférieurs à leurs pendants américains.

#### Principaux taux débiteurs

(Fin de période)	Taux d'escompte	Taux préférentiel	Hypothèque à un an	Hypothèque à cinq ans
1996	3,25	4,75	5,20	6,95
1997	4,50	6,00	6,65	7,05
1998 Janv.	5,00	6,00	6,40	6,85
Févr.	5,00	6,50	6,40	6,85
Mars	5,00	6,50	6,40	6,85
Avr.	5,00	6,50	6,55	6,95
Mai	5,00	6,50	6,55	6,95
Juin	5,00	6,50	6,55	6,95
8 juillet	5,00	6,50	6,55	6,95

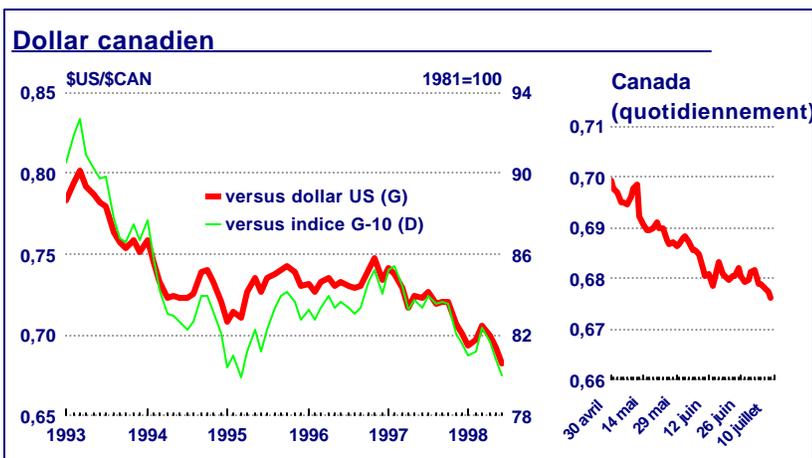


### Le dollar est tombé à un autre niveau plancher record...

- Le dollar canadien faiblit régulièrement depuis avril. Cette faiblesse découle principalement de la résurgence de l'instabilité dans les économies asiatiques, ce qui a entraîné une fuite des capitaux vers le dollar américain «valeur refuge» et réduit la demande mondiale (et par conséquent les prix) des produits de base.
- Le dollar est tombé à un niveau plancher record le 9 et le 10 juillet. D'autres signes d'instabilité au Japon et de piètres résultats au chapitre de l'emploi au pays (qui portent à croire que la Banque du Canada va être peu disposée à majorer les taux pour défendre la devise) ont exercé des pressions à la baisse sur le dollar, qui est tombé à un autre niveau plancher record le 10 juillet (67,63 cents US).
- Le dollar canadien est maintenant près d'un cent plus bas qu'à la fin de janvier, dernière fois où la Banque du Canada a relevé les taux d'intérêt pour appuyer le dollar.

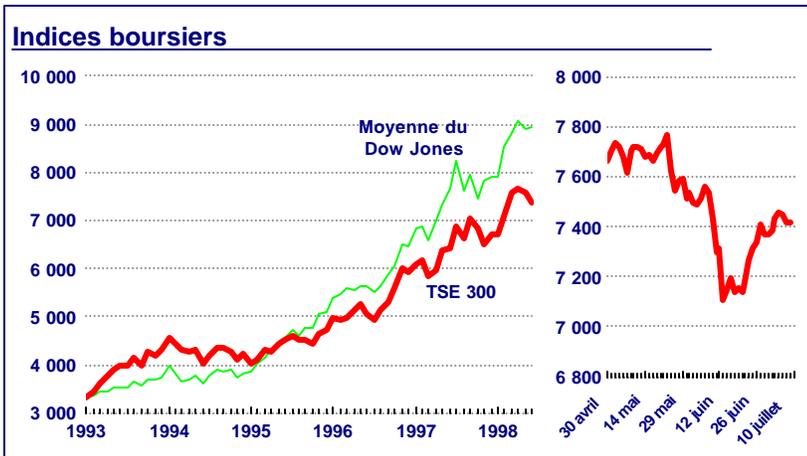
### ...mais les marchés boursiers ont regagné le terrain perdu au milieu du mois

- Une liquidation sur les marchés asiatiques à la mi-juin a aussi exercé des pressions à la baisse sur les marchés boursiers nord-américains. Alors que les cours aux États-Unis ont depuis plus que regagné le terrain perdu, les prix des actions au Canada sont encore inférieurs au niveau observé au début du mois.



### Le dollar canadien

(Clôture)	\$US vs \$CAN	Indice vs G-10 (1981=100)	Mark all. vs \$CAN	Yen vs \$CAN
1996	0,7296	84,00	1,14	83,64
1997	0,6991	81,62	1,25	90,87
1998 Janv.	0,6870	80,98	1,26	89,82
Févr.	0,7024	81,19	1,26	87,71
Mars	0,7043	82,35	1,29	91,11
Avr.	0,6988	81,63	1,27	92,21
Mai	0,6863	80,83	1,23	93,37
Juin	0,6813	79,96	1,22	95,71
10 juillet	0,6763			



### Principaux indices boursiers

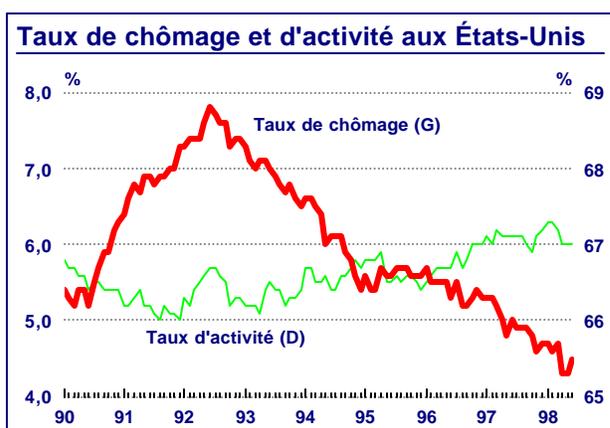
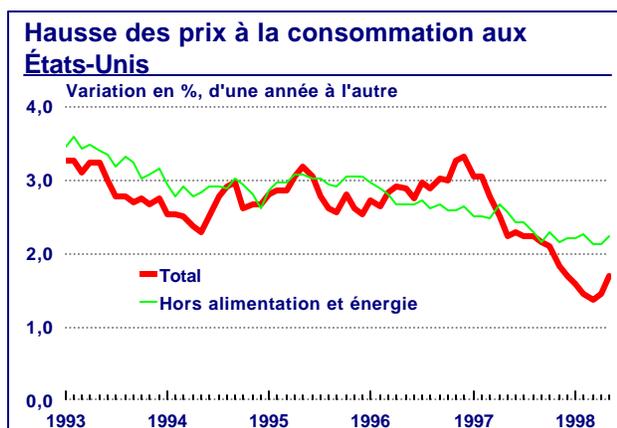
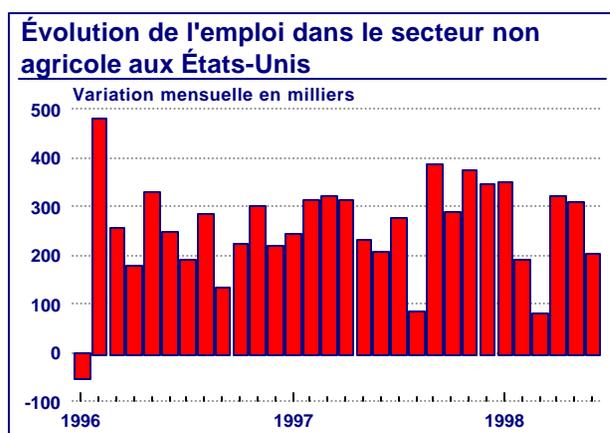
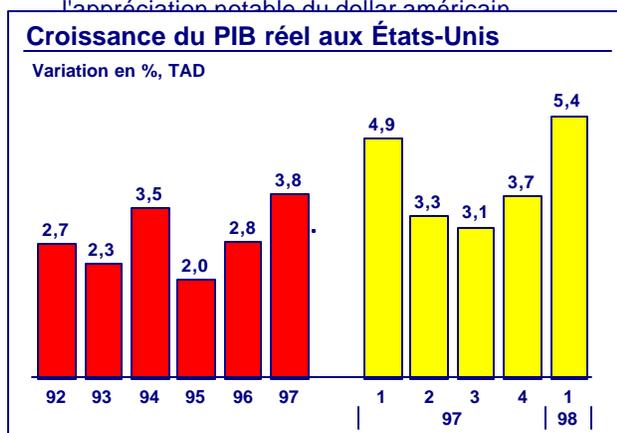
	Variation en %		
	Clôture Juin	le mois dernier	l'an dernier
<b>TSE 300</b>	7 367	-2,9	14,4
Pétrole et gaz	6 070	-1,7	-10,7
Métaux et minéraux	3 568	-3,0	-30,4
Services	7 976	-4,6	51,9
Papiers et produits de la forêt	368	-8,5	-15,4
Entreprises de distribution	6 616	2,7	17,2
Financiers	9 968	-1,2	44,2
Financiers	6 079	-6,4	-26,8
Coefficient de capitalisation des résultats*	32,5	-1,3	10,4
<b>S&amp;P 500</b>	1 134	3,9	28,1
<b>Dow Jones</b>	8 952	0,6	16,7

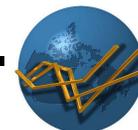
\*les colonnes 2 et 3 reflètent des changements de niveau



### Faits saillants...

- Les estimations finales montrent que la production aux États-Unis a crû à un rythme annuel de 5,4 % au premier trimestre, soit le taux de croissance le plus rapide observé en près de deux ans et le deuxième taux plus rapide enregistré en dix ans. Cette accélération de la croissance du PIB réel s'explique par une vive reprise de la demande intérieure finale (+7,6 %), attribuable à une hausse des dépenses de consommation et à une vigoureuse augmentation des investissements dans les M&É, de la construction résidentielle et des investissements dans les stocks. La croissance de la production a été modérée par une progression des importations et un recul des exportations et des dépenses publiques.
- Malgré une croissance soutenue, l'inflation demeure contenue. Au premier trimestre, l'indice implicite des prix du PIB a augmenté de 1,4 % par rapport à l'an dernier, la hausse la plus faible observée en plus de 30 ans. D'une année à l'autre, l'inflation mesurée par l'IPC s'est chiffrée à 1,7 % en mai, en hausse légèrement comparativement à avril. L'inflation de base, excluant les composantes volatiles «alimentation» et «énergie», a progressé pour atteindre 2,2 %.
- Le nombre d'emplois dans le secteur non agricole a augmenté de 205 000 en juin, soit une hausse inférieure à l'augmentation mensuelle moyenne observée jusqu'à présent cette année (243 000). Aux États-Unis, le taux de chômage a progressé légèrement pour atteindre 4,5 %, mais demeure près du niveau plancher record (4,3 %) des 28 dernières années, atteint en avril et en mai.
- Le Comité de l'open market du Système fédéral de réserve a décidé de ne pas relever les taux d'intérêt, à sa réunion du 1er juillet, compte tenu des remous économiques qui persistent en Asie et des incertitudes quant aux perspectives d'évolution de la croissance et de l'inflation aux États-Unis. Malgré la stabilité des taux d'intérêt à court terme, les conditions monétaires ont été resserrées au cours de l'année en raison de l'appréciation notable du dollar américain.





## Tendances de l'investissement direct étranger dans les années 90 - Coup d'oeil sur la situation du Canada

**Au Canada, l'orientation vers l'IDE est beaucoup plus importante que dans les autres pays du G7...**

- L'orientation du Canada vers l'investissement direct étranger (IDE) peut être représenté par la valeur du stock total des investissements directs de l'étranger (IDE au Canada) et des investissements directs canadiens à l'étranger (IDCE) par rapport au PIB.
- Mesurée ainsi, l'orientation globale du Canada vers l'IDE s'est chiffrée à plus de 40 % du PIB en 1996, soit plus du double de ce que l'on a observé dans les autres pays membres du G-7. **...et a augmenté plus vite dans les années 90**
- En fait, l'écart entre l'orientation globale du Canada vers l'IDE et celle de l'ensemble du G-7 s'est élargi considérablement au cours des années 90.
- Ce qui est plus important encore à cet égard, c'est l'augmentation du stock des IDCE, qui se chiffrait à 14,5 % du PIB en 1990 comparativement à 21,6 % en 1996, soit une hausse de près de sept points de pourcentage.
  - Pendant la même période, la valeur moyenne de ce ratio pour le G-7 a crû de moins de deux points de pourcentage, passant de 9,9 % du PIB à 11,7 %.

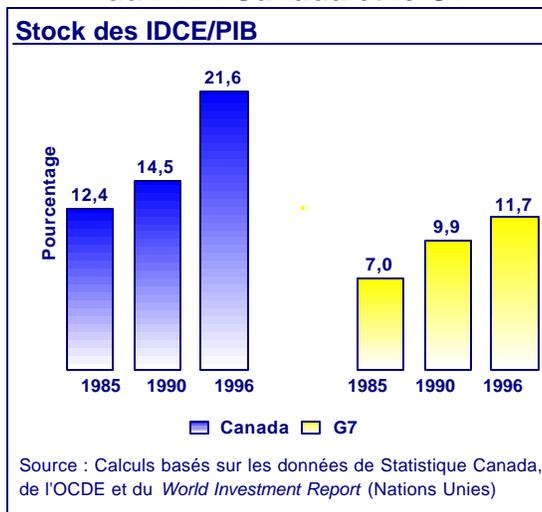
**Cela augure bien pour la compétitivité du Canada...**

- La croissance de l'orientation globale du Canada vers l'IDE de 1990 à 1996 a été trois fois plus importante que celle observée dans les autres pays du G-7 (9,1 points de pourcentage contre 2,9 points de pourcentage).
  - Cette augmentation marquée de l'orientation bilatérale des investissements révèle une plus grande spécialisation des produits dans l'économie canadienne, et augure bien pour l'évolution de la productivité et de la compétitivité.

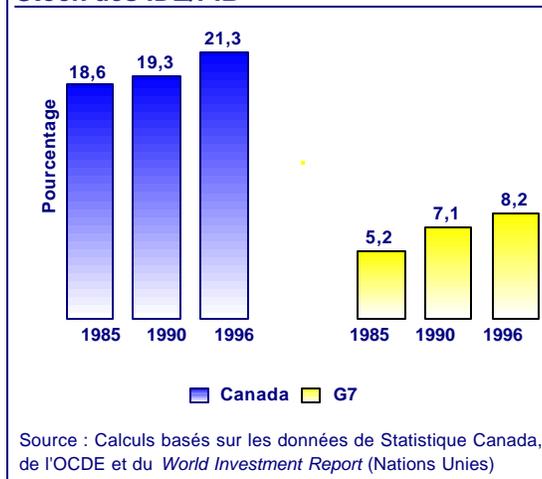
**...et la tenue du commerce**

- Il y a une corrélation très étroite entre le commerce et les IDE. Les pays ou les régions qui commercent beaucoup avec le Canada interviennent aussi pour une part importante des IDE totaux.
- Le degré élevé de complémentarité entre le commerce et l'IDE est reflété dans le degré élevé des échanges intrasociétés effectués par les filiales étrangères. On estime que, au Canada, 70 % des exportations des entreprises sous contrôle américain prennent la forme d'échanges intrasociétés.
- Les parts des échanges et des investissements globaux du Canada avec les pays de la région Asie-Pacifique et de l'Amérique du Sud et centrale sont moins importantes. L'amélioration des liens en matière d'investissement avec les pays qui ne sont pas membres de l'OCDE contribuerait à

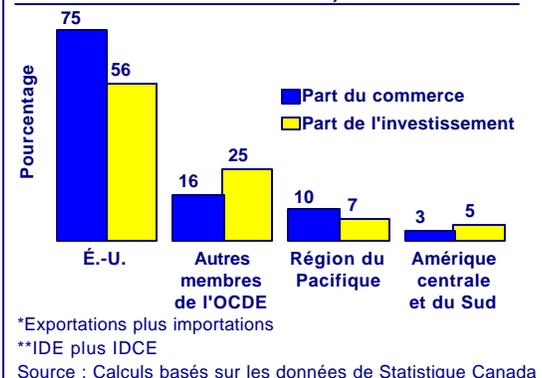
**Stock total des IDE en proportion du PIB : Canada et le G7**



**Stock des IDE/PIB**



**Part des principales régions/principaux pays dans le commerce total\* et le stock total des IDE\*\* au Canada, 1996**





## Tendances de l'investissement direct étranger dans les années 90 - Coup d'oeil sur la situation du Canada

### **Pour la première fois, le Canada est devenu un exportateur net de capitaux en 1996...**

- Les IDCE ont crû beaucoup plus rapidement que les IDE au cours des années 90.
  - De 1990 à 1997, le stock des IDCE a crû en moyenne de 10 % par année, soit le double du taux de croissance du stock des investissements directs de l'étranger.
- Et, pour la première fois dans l'histoire du Canada, le stock des IDCE a dépassé le stock des investissements directs de l'étranger en 1996.
  - En 1997, le stock des IDCE (194 milliards \$) était supérieur de 3 % au stock total des investissements directs de l'étranger au Canada (188 milliards \$).
  - En comparaison, la valeur du stock des IDCE ne se chiffrait qu'à deux tiers de la valeur du stock des IDE au Canada en 1985.
- La tendance à la libéralisation des régimes d'investissement étranger dans le monde en développement a grandement contribué à la rapide expansion des investissements directs à l'étranger.
  - D'ailleurs, les investissements directs à l'étranger ont augmenté à un rythme beaucoup plus rapide que les investissements directs de l'étranger dans tous les pays

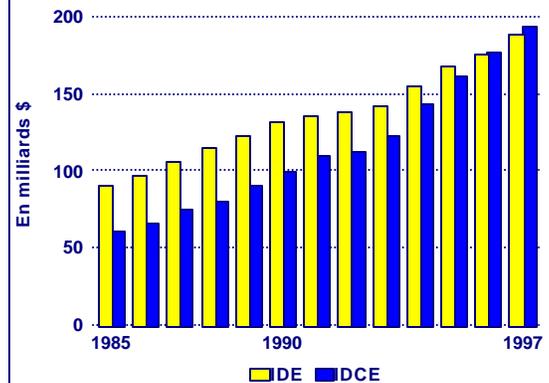
### **...ce qui a mené à une augmentation marquée des revenus de placements à l'étranger**

- Les recettes du Canada au titre des revenus de placements directs ont progressé de façon marquée parallèlement à l'augmentation spectaculaire des IDE.
- En fait, les revenus de placements directs à l'étranger ont atteint un montant record (11,5 milliards \$) en 1997.

### **Le Canada est en train de perdre sa part des IDE mondiaux**

- Les flux des IDE au Canada ont augmenté sensiblement, mais les flux des IDE mondiaux ont crû à un rythme encore plus rapide. La part du Canada dans le stock mondial des investissements directs de l'étranger est ainsi passée de 7,0 % en 1990 à 4,0 % en 1996.

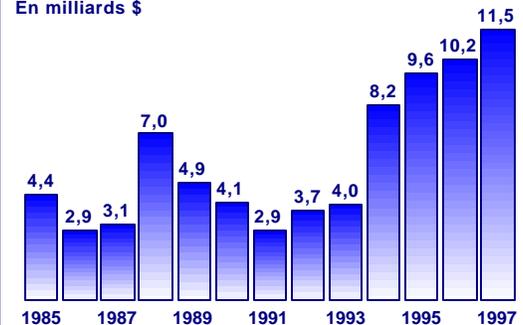
**Stock des IDE et des IDCE du Canada**



Source : Calculs basés sur les données de Statistique Canada

**Revenus tirés des IDCE\***

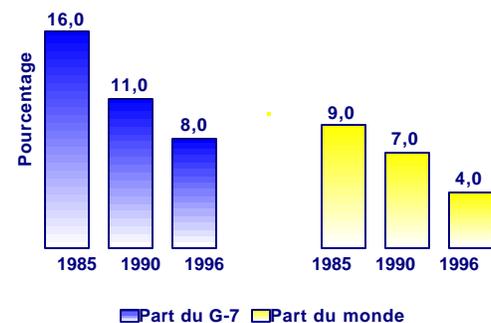
En milliards \$



\*Revenus annuels provenant des intérêts, des dividendes et des bénéfices non répartis au titre des investissements directs canadiens à l'étranger

Source : Calculs basés sur les données de Statistique Canada

**Part du Canada dans le stock des IDE du G-7 et mondiaux**



Source : Calculs basés sur les données du *World Investment Report* (Nations Unies)



## Tendances de l'investissement direct étranger dans les années 90 - Coup d'oeil sur la situation du Canada

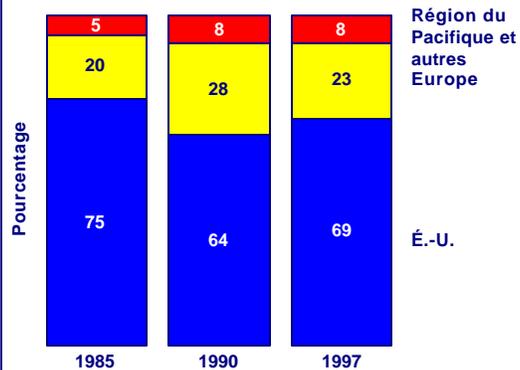
### Les États-Unis sont la source dominante des IDE jusqu'à présent dans les années 90...

- Environ 70 % des flux cumulatifs nets des IDE au Canada dans les années 90 provenaient des États-Unis, comparativement à quelque un tiers entre 1982 et 1989.
- Cela a renversé la tendance à la diminution régulière de l'importance des États-Unis comme source du stock des IDE au Canada; la part des États-Unis est ainsi passée de 64 % en 1990 à 69 % en 1997.

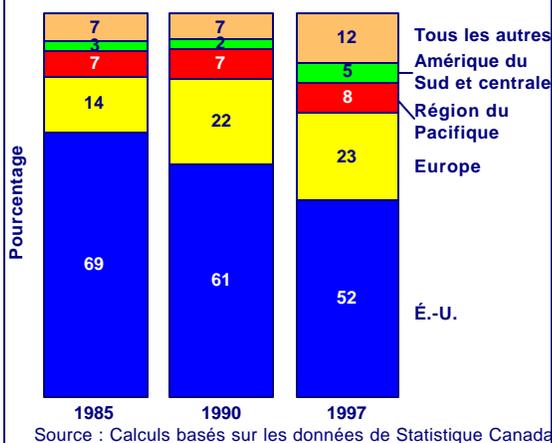
### ...mais la destination des IDCE se diversifie

- Seulement deux cinquièmes des flux des IDCE avaient pour destination les États-Unis dans les années 90, en baisse comparativement à un peu plus de deux tiers entre 1982 et 1989.
- Les pays qui ne sont pas membres de l'OCDE (particulièrement les économies en développement dans la région Asie-Pacifique et en Amérique latine) ont plus que doublé leur part des flux des IDCE, de 14 % en 1990 à 31 % en 1997. Leur part de notre stock des investissements directs à l'étranger a augmenté de 9 points de pourcentage entre 1990 et 1997 pour atteindre 25 %.

Répartition géographique du stock des IDE au Canada



Répartition géographique du stock des IDCE





## Tendances de l'investissement direct étranger dans les années 90 - Coup d'oeil sur la situation du Canada

### Le secteur des services attire une part croissante des investissements directs de l'étranger...

- Suivant en cela les tendances de fond des investissements à l'échelle mondiale, le secteur des services du Canada attire une plus grande part des investissements directs de l'étranger.
- Entre 1985 et 1997, l'importance du secteur des services dans le stock des investissements directs de l'étranger au Canada a augmenté de trois points de pourcentage pour atteindre 27 %. Par contre, le secteur des ressources a vu sa part du stock total des IDE passer de 32 à 22 %.

- Même si elle augmente, la part du secteur des services dans le stock des investissements directs de l'étranger demeure malgré tout fort inférieure à sa contribution globale à l'économie (environ deux tiers de l'activité, à l'heure

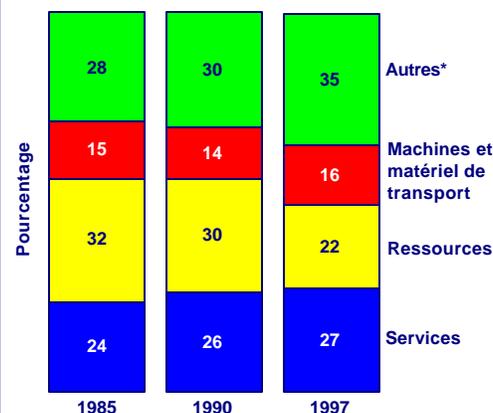
### ...et intervient aussi pour une part importante des IDCE

- Le stock des IDCE est très tourné vers le secteur des services.
- En fait, le secteur des services répondait pour près de la moitié (47 %) du stock des IDCE en 1997, en hausse de 18 points de pourcentage comparativement à 1985. Ce déplacement vers le secteur des services s'est surtout fait aux dépens du secteur des ressources et d'autres branches d'activité (excluant les machines et le matériel de transport).

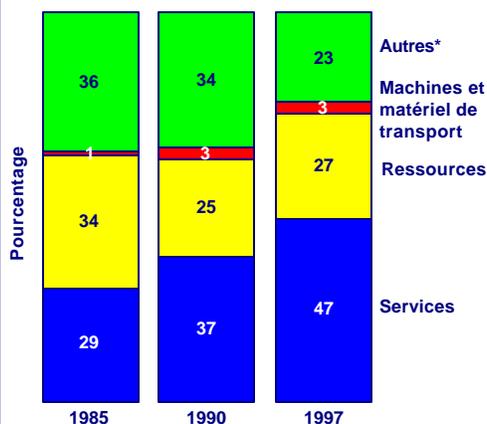
### Les entreprises étrangères sont très présentes dans plusieurs secteurs

- La part des revenus d'exploitation sous contrôle étranger dépasse 50 % dans les secteurs des produits chimiques, des produits électriques et électroniques et du matériel de transport.
- Au chapitre de la croissance, la part des revenus d'exploitation sous contrôle étranger a augmenté le plus dans les produits chimiques et le matériel de transport, entre 1988 et 1995 (hausse de six points de pourcentage dans les deux cas). Elle a toutefois diminué de plus de trois points de pourcentage dans le secteur de l'énergie.

Répartition par secteur du stock des investissements directs de l'étranger



Répartition par secteur du stock des IDCE



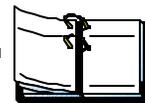
Source : Calculs basés sur les données de Statistique Canada

\*Autres secteurs comprennent : alimentation, boissons et tabac; produits chimiques et textiles; produits électriques et électroniques; construction et activités connexes; communications

Part des revenus d'exploitation sous contrôle étranger, par secteur, 1995



Source : Calculs basés sur les données de Statistique Canada



#### CANADA

Indice des prix à la consommation -- Juin .....	16 juillet
Commerce international -- Mai.....	17 juillet
Investissements privés et publics (Perspective révisée) .....	22 juillet
PIB au coût des facteurs -- Mai .....	31 juillet
Enquête sur la situation des entreprises -- Juillet .....	4 août
Enquête sur la population active -- Juillet .....	7 août
Commerce international -- Juin .....	18 août
Indice des prix à la consommation -- Juillet .....	19 août
Statistiques financières trimestrielles des entreprises -- 1998T2 .....	20 août
Comptes nationaux - Balance des paiements -- 1998T2 .....	31 août

#### ÉTATS-UNIS

Indice des prix à la consommation -- Juin.....	14 juillet
Commerce international -- Mai .....	17 juillet
Indice des coûts de l'emploi -- 1998T2 .....	30 juillet
PIB -- 1998T2, estimation anticipée .....	31 juillet
Situation de l'emploi -- Juillet .....	7 août
Réunion du Comité de l'open market du Système fédéral de réserve .....	18 août

Le rapport spécial des IEM du mois d'août est intitulé  
«Tendances récentes de la performance du Canada en  
matière de commerce»



---

***Analyse de la politique micro-économique***  
***Micro Economic Policy Analysis***

---